

- une entente sur une convention multilatérale sur la protection des ressources biologiques, devant aboutir à une convention sur la protection de l'environnement du Pacifique.

De 1986 jusqu'au milieu de 1991, les propositions formulées par l'Union soviétique en matière de sécurité régionale dans l'Asie-Pacifique ont été, au mieux, contestées ou, au pire, rejetées par les gouvernements de l'Occident et la plupart des gouvernements d'Asie, le plus récalcitrant ayant été celui du Japon. La visite tant attendue de M. Gorbatchev au Japon, en avril 1991, n'a pas abouti à la percée escomptée en matière de relations bilatérales qui aurait pu amener les Japonais à admettre, du moins en principe, la nécessité de tenir des pourparlers régionaux en matière de sécurité. Ni Gorbatchev ni Kaifu n'avait l'appui politique nécessaire dans son propre pays pour aplanir les obstacles institutionnels et politiques qui empêchent la conclusion d'un traité de paix depuis la Seconde Guerre mondiale.⁶ Les Japonais ont qualifié de prématurées les nouvelles propositions en matière de sécurité avancées par M. Gorbatchev (en l'occurrence, la constitution d'un forum de cinq pays - URSS, États-Unis, Chine, Inde et Japon - pour discuter des questions générales concernant l'Asie-Pacifique, ainsi que des entretiens trilatéraux, auxquels participeraient l'URSS, les États-Unis et le Japon, portant sur la sécurité dans la région).

La Corée du Sud

La Corée du Sud a oeuvré à sa propre proposition de dialogue en matière de sécurité en Asie du Nord depuis octobre 1988, lorsque le président Roh Tae Woo proposé, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, une conférence consultative sur la paix réunissant six États (Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Chine, États-Unis et URSS). Le président n'a pas précisé le détail de la conférence, mais a néanmoins déclaré qu'elle pourrait servir de cadre afin de «...traiter un large éventail d'idées concernant la paix, la stabilité, les progrès et la prospérité dans la région». Selon des sources coréennes, l'initiative n'a pas reçu l'appui de la Corée du Nord ni de la Chine et elle est restée lettre morte.

Peu avant de se rendre en Union soviétique en décembre 1990, le président Roh a fait référence à sa proposition lors d'une entrevue qu'il accordait à l'agence TASS.⁷ En mars 1991, le journal coréen *Kukmin Ilbo* faisait état des mesures prises par le gouvernement en vue de mettre sur pied un «organisme international de sécurité» réunissant six États qui se pencheraient sur les questions de sécurité dans la péninsule coréenne.⁸ Le 29 juin 1991, le président Roh déclarait, devant la Hoover Institution :

«...il est temps de concevoir et de structurer un mécanisme de coopération qui garantira à la population (de la région de l'Asie-Pacifique) une plus grande mesure de paix, de prospérité et de bonheur.»⁹